Zeitschrift: Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung

Herausgeber: Verlagsgenossenschaft Schweizer Soldat

Band: 6 (1930-1931)

Heft: 25

Artikel: Un postulat

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-710183

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

On y trouvera des récits enthousiastes, faits par la presse domestiquée, des revues militaires passées le 1er mai dernier. «C'était, pouvait-on lire dans les «Izvestia», la revue des forces militaires appartenant à trois générations pleines d'enthousiasme, sachant de quel côté diriger leurs coups et quel est le but de la lutte.

Ce 1er mai, le défilé de l'armée ne dura pas moins de six heures à Moscou et de cinq heures à Léningrad!

Ce qui est grave, c'est que les Soviets ne se bornent pas a entretenir une armée permanente formidable. La préparation à la guerre est imposée à la nation tout entière.

Ici nous citons textuellement un passage de l'article de «La Revue des Deux Mondes»:

«Les comsomols (jeunesses communistes), dont le nombre vient d'atteindre 5 millions, constituent la plus forte partie de cette armée civile. Ils sont armés et constamment tenus en haleine. Le dernier congrès des Komsomols a voté une résolution réclamant l'instruction militaire immédiate pour tous les membres des jeunesses communistes, ceux-ci devant recevoir non seulement une préparation générale, mais la formation technique correspondant à une arme déterminée. Il y est posé en principe «qu'il ne peut y avoir de place dans les rangs des jeunesses communistes pour ceux qui ne se livrent pas quotidiennement à des exercices militaires.» Enfin, à partir de ce printemps, les Komsomols sont considérés comme mobilisés pour une durée de six mois pour compléter leur éducation militaire.»

Dans les écoles des différents degrés, l'instruction militaire est obligatoire «pour tous les élèves, quels que soient leur sexe, leur âge . . . Les périodes s'accomplissent dans des camps . . . .»

Il y a jusqu'à des formations militaires d'usines!

Voici une dernière citation empruntée à l'article de la «Revue»:

«En dehors des Komsomols, des formations d'usine, de la population scolaire, etc., la militarisation générale de la masse prolétarienne russe est menée sans relâche. Une vaste association, qui comptera bientôt 22 millions d'adhérents et a des filiales sur toute l'étendue du territoire, s'y consacre: c'est l'Ossoaviochime. Elle dirige l'instruction militaire de la population civile, organise des tirs et des exercices, des manœuvres aériennes des simulacres d'attaques par les gaz asphyxiants, prépare la défence contre les raids d'avions, lance des souscriptions dites «volontaires» destinées à fournir les fonds nécessaires au renforcement de l'aviation, étudie l'emploi des produits chimiques utilisables pour la guerre (guerre de gaz, etc.). A son instigation on élève des édifices spéciaux, appelés «maisons de défense»; et qui, en réalité, seront des casernes à l'usage des civils.»

UN POSTULAT.

Notre armée doit être apte.

Supprimer les cours de répétition de landwehr c'est dès l'emblée priver notre armée du tiers de son effectif élite et landwehr. C'est donc une mesure redoutable pour la défense du pays.

Supprimer les grandes manœuvres indispensables à la conduite des troupes c'est ignorer qu'on applique à la guerre ce qu'on a appris durant la paix et que si l'on est incapable de conduire une troupe il est préférable de n'en pas avoir.

Et qu'avance-t-on à la base de cette proposition dans une conférence dont j'ai lu le compte rendu:

1. On rappelle quelques journées sombres de 1918 où les hommes (j'ajoute: et leurs cadres) étaient entassés sur des camions découverts sous la pluie et le froid, sans que la moindre protection fût prise pour les protéger.

L'auteur ignore que le comité révolutionnaire de 1918 avait rendu les chemins de fer inutilisables, exposant malgré les précautions prises officiers et soldats aux intempéries et à de dures marches forcées. Mais ceux qui firent leur devoir, notre armée, malgré tout sauva le pays Elle le fit grâce à sa discipline, à l'ordre acquis durant les manœuvres.

Et si quelques députés intervinrent à Berne pour mettre des troupes à l'abri, comme le prétend l'auteur de la motion, c'est qu'ils avaient pu pénétrer dans le palais grâce à nos soldats accomplissant leur devoir qui les appelait eux à l'extérieur.

2. Dans un grand geste oratoire on s'écrie: «Serait-ce nos canons de campagne portant à 11 km. ou nos 120 avions, ou notre artillerie tractée ajoutée au courage de nos hommes qui pourraient nous préserver des horreurs d'une invasion?»

L'histoire, en 1870 et durant les longues années de 1914 à 1918, sobrement répond oui (et cependant nos canons de campagne étaient loin de porter à 11 km.).

En 1914 l'Etat-Major allemand se posait cette question:

«Sera-ce par les routes suisses ou par les routes belges?» Notre armée répondit: ce sera par les routes belges.

3. Les grandes puissances tiennent à voir la Suisse suivre la voie de la paix.

L'histoire répond, nous l'avons vu plus haut, que lorsque nous étions désunis et sans préparation militaire les grandes puissances ont toujours envahi notre sol, conséquence de l'importance de nos routes. Invasion nous dotant de contributions inexorables, d'épidémies et de famine. Aussi les grandes puissances demandent-elles, par la déclaration de Londres, à la Suisse d'être prête à tous les sacrifies pour défendre elle-même son propre territoire en toutes circonstances.

4. Ne vaut-il pas mieux faire confiance à la juridiction internationale?

Mais qui fera exécuter ses décisions? Car il faut un gendarme.

Nos voisins, qui se dépenseront et se feront tuer pour notre tranquillité?

Quel quartier de nobiesse de confier aux autres ce soin. Qu'on se rassure, cela ne prendra pas. On en sera pour notre école de couardise. Il n'y a pas d'indépendance pour qui redoute le combat.

5. Notre budget militaire est trop élevé, il est inutile.

Nous avons vu que désunis et sans préparation militaire, c'est 1798 où malgré tant d'héroïsme la Suisse est écrasée, c'est de 1799 à 1801 l'occupation étrangère et la guerre chez nous, c'est 1813 et 1814 notre neutralité violée. Années de misère et de famine dont on ne peut guère évaluer le coût énorme pour la Suisse, en contributions de guerre, en réquisitions, en villages détruits, certainement plus de 2 milliards. Que pèse notre budget militaire devant ces sommes énormes et ces souffrances?

6. On a tort de mener les enfants voir les défilés militaires.

Je ne vois pas ce que cela peut avoir affaire avec le postulat. En tout cas on a fort raison de les y mener, les enfants prennent là une leçon d'ordre, de devoir, de dicipline, d'abnégation et de force, une leçon d'amour du pays et de volonté de défendre les siens. On leur parle aujourd'hui si peu du mot devoir.

Nous désarmerons quand nos voisins l'auront fait.

Il est possible qu'un jour nous désarmions totalement, nous appelons ce jour de toutes nos forces.

Mais il nous paraît éloigné. A ce moment la bonté régnera en maîtresse sur la terre. Les partis politiques auront disparu. La lutte des classes aura cessé, les classes n'existant plus. L'inégalité entre les hommes sera supprimée. On aura pu rendre imbéciles les intelligents, puisque le contraire est impossible.

Jusque-là gardons notre armée, sinon nous ouvrons nos portes à la guerre et ce qui est plus grave aux révolutionnaires que notre civilisation gêne.

C'est surtout ces révolutionnaires que notre armée gêne, parce qu'issue de notre peuple elle représente l'ordre qu'ils savent indispensable à la vie d'une nation. Et les pacifistes de tout crin qui font leur jeu, lorsque notre armée ne sera plus, pourront gémir, désabusés, sur les chantiers d'esclaves à travail forcés ou dans les temples sans dieux. Il leur restera heureusement ce mot de notre Molière: «Vous l'avez voulu, George Dandin.»

Je crois que nous arrivons à un désarmement partiel, c'est-à-dire à une limitation des armements et si la conférence de 1932 atteignait ce but même dans un avenir lointain elle aurait bien mérité de l'humanité.

En ce qui concerne la Suisse, nous avons déjà partiellement désarmé, notre armée interprète de notre politique, ne visant qu'un but: interdire la violation de nos frontières et la violation de la constitution que notre peuple s'est volontairement donnée.

Col. div. Grosselin.

* * *

Les Routes stratégiques suisses.

D'après le rapport du grand état-major allemand, si le mouvement destiné à éviter le front défensif français de l'est passa par la Belgique et non par les routes suisses, ce fut pour cette raison dominante indiquée en 1867 par le général de Moltke, que notre armée demanderait un trop gros effort pour être mise hors de cause.

Ce fut un des premiers soucis de Joffre de savoir si son aile droite serait en danger du côté suisse. Or il fut convaincu qu'il ne lui était pas nécessaire d'occuper la Suisse et que notre défense lui permettrait largement de parer à tout mouvement contre son aile droite.

Du reste notre mobilisation de 1914 sans à-coups, résultat d'un travail acharné autant qu'ignoré de notre Etat-major général fit impression à l'étranger.

Lorsqu'en 1917 les forces en présence se balançaient ce fut un souci constant, comme du reste durant toute la guerre, de l'Allemagne et de la France, de savoir si nous étions en mesure de résister, tous deux craignant l'irruption de l'autre par notre sol. Afin de tranquilliser Allemands et Français nous dûmes renforcer dans le Jura nos troupes déjà mobilisées. Nous dûmes même traiter avec chacun des belligérants la façon dont il nous prêterait son concours contre le premier violateur de nos frontières.

Cependant quel belligérant à cette époque en nous attaquant eût obtenu un avantage tel qu'il compensât les 200 à 250.000 Suisses entraînés et équipés dont il aurait, en nous assaillant, renforcé les effectifs de son adversaire?

Voici qui peut donner une idée de cette crise des effectifs et de la valeur de notre armée.

Lorsque le 9 décembre 1917 on apprit à Paris la révolution portugaise, cela jeta une certaine inquiétude parmi les Alliés, car la crise des effectifs s'accentuait et les Portugais avaient promis l'envoi en France d'au moins deux divisions. Cet appoint n'était pas négligeable dans la situation où l'on était Le nouveau parti tiendrait-il les engagements des gouvernements précédents? — Il tint les engagements.

Il est donc aisé de saisir ce que représentaient à ce moment nos 6 divisions, soit à peu près en effectif l'équivalent de 12 divisions portugaises.

Situation actuelle.

La situation aujourd'hui offre certaines analogies avec celle de 1883 créée par la «Triple alliance» à notre pays.

Nous sommes placés entre des pays qui pourraient réaliser d'un moment à l'autre des groupements opposés.

Ces groupements seront tentés de pénétrer en Suisse pour s'y donner la main, ou bien par exemple pour tourner le rideau défensif de l'Est français complété par Metz, Strasbourg, et le rideau fortifié de Genève à la Méditerrannée.

Envisageons dans ce cas nos routes des Alpes:

Percer par le Petit-St-Bernard, le Cenis, le Genèvre sur les places de Grenoble, de Briançon ou par les Alpes maritimes pour tomber sur Nice et Toulon, n'est pas une tâche aisée.

La Suisse par contre avec ses nouvelles routes et se tunnels offre une bien grosse tentation.

Si l'Arlberg reste à disposition d'un groupement Est avec la région Sargans — lac de Constance, il reste à un groupement Sud:

le Gothard, route longue et difficile, qui tombe sur le défilé du lac des Quatre-Cantons, route heureusement fortifiée;

le Simplon d'où il faut remonter le Grimsel, descendre le défilé du Haslithal, ou bien descendre la Valais et forcer St-Maurice. Le Loetschberg n'est pas une voie de pénétration mais une voie d'arrière.

Il reste le Grand-St-Bernard qui dans les conjonctures actuelles serait le plus direct, ouvrant la Savoie, le plateau vaudois et le plateau suisse, et les routes du Jura en direction de la Seine, de la Saône et de Lyon, tournant la défense des alpes de Genève à la Méditerrannée.

Il y a, il est vrai, le défilé de St-Maurice. On voit là toute l'importance de cette belle place forte.

De même une coalition pourrait comme en 1799 et en 1800 utiliser ces routes en direction de l'Est et du Sud.

Enfin une coalition partant du Sud pourrait établir sa liaison en utilisant nos routes en direction du Rhin.